

Syrie. Les raisons d'une guerre occidentale révélée par un câ

Le martyre du peuple syrien n'en finit plus : assiégée, l'enclave rebelle de la Ghouta, et ses 400 000 habitants, à proximité de Damas, subit des bombardements d'une rare violence, prélude à une offensive terrestre de l'armée syrienne. La campagne d'Idlib, dernière province aux mains de l'opposition, s'attend au même sort, tandis que des nouveaux fronts s'ouvrent ou se dégèlent au Kurdistan syrien entre le PYD et la Turquie, ou sur le plateau du Golan entre les armées syrienne et israélienne. Les chancelleries occidentales portent une lourde responsabilité dans ce fiasco : durant presque sept années, elles ont soutenu des opposants à l'influence ténue sur les innombrables groupes armés engagés dans la chute du régime de Bachar Al Assad, et sans souhaiter réellement leur victoire en raison d'un agenda sectaire de plus en plus difficile à dissimuler. La Russie a profité de cette faillite collective en misant sur le régime de Bachar Al Assad, garant, selon elle, de la continuité de l'État, quels que soient les crimes commis par la dictature baasiste. C'est cette « victoire » militaire que Washington et ses alliés persistent à vouloir transformer en faillite diplomatique. Une stratégie funeste, livrée en détail dans ce document inédit dévoilé par l'« HD ».



C'est au représentant de l'ONU, Staffan de Mistura, ici à Sotchi, au congrès de la paix du 30 janvier, que « l'US Small Group » entend adresser ses consignes. Elles sont formulées dans le document dont voici l'entame en extrait...

Conférence sur la sécurité, Munich, 17 février. Dans la capitale bavaroise, en marge de la conférence annuelle internationale sur la sécurité, diplomates et agents de renseignement occidentaux et russes ont beaucoup parlé

de la situation en Syrie. Un document britannique confidentiel est souvent revenu dans les conversations : un télégramme diplomatique (TD), envoyé le 12 janvier 2018 au Foreign Office de Londres. Benjamin Norman – diplomate en charge du dossier

SUMMARY

First meeting of new US Syria Small Group on Syria, following Trump's blessing of an enduring US military presence in the country. Agreement to provide Staffan de Mistura with immediate support to balance Russian activism, and to re-energize Geneva structurally by repatriating discussions on humanitarian, prisoners, etc. The Small Group will finalise proposals on the Syrian constitution and elections, and make clear to Russia their expectations for Assad engagement at the next round of Geneva, to be held in Vienna on 26 January. Ministers set to convene in Paris on 23 January to agree this approach, and throw down the gauntlet to Russia. Tillerson will deliver a major speech on Syria next week.

1. You and Hugh Cleary attended the first US Syria Small Group, hosted by Assistant Secretary David Satterfield, alongside the French (Jerome Bonnafont); the Jordanians (Nawaf Tell); and the Saudis (Jamal al-Aqeel). Satterfield set the scene by saying that Staffan de Mistura was now planning to hold the next round of political talks on 26 January in Vienna. Sergei Lavrov is meeting the UN Secretary General on 18 January, to discuss Sochi; de Mistura's latest inkling was that Sochi might be delayed once again as the Russians grapple with delivering a political process. The Russians were meeting with the Assad regime today in Damascus. And the French confirmed that they would host a Ministerial version of the Syria Small Group in Paris on 23 January.
2. Satterfield said that late last year...

Terre sans fin, ou la stratégie câblée diplomatique



AFP PHOTO / ALEXANDER NEMENOV

Proche et Moyen-Orient à l'ambassade de Grande-Bretagne à Washington – y rend compte de la première réunion du « petit groupe américain sur la Syrie » (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Arabie saoudite et Jordanie), qui s'est tenue à Washington le 11 janvier 2018.

Ce document de cinq pages – que « l'Humanité Dimanche » a pu se procurer – dévoile le détail de la « stratégie occidentale » en Syrie: partition du pays, sabotage des négociations de Sotchi (1), cadrage de la Turquie et instructions adressées au représentant spécial de l'ONU, Staffan de Mistura, qui dirige les négociations de Genève (2). Un « non-paper » (une note blanche de 8 pages) accompagne

ce TD en prévision de la deuxième réunion du « petit groupe ». Celle-ci s'est tenue à Paris le 23 janvier dernier, essentiellement consacrée à l'usage des armes chimiques et aux « consignes » adressées par le « petit groupe américain » à Staffan de Mistura.

Assistaient à la réunion du 11 janvier à Washington: Hugh Cleary (chef du département Proche et Moyen-Orient du Foreign Office); Jérôme Bonnafont (directeur Anmo – Afrique du Nord et Moyen-Orient – au Quai d'Orsay); David Satterfield (secrétaire d'État adjoint américain chargé du Moyen-Orient); le Jordanien Nawaf Tell et le Saoudien Jamal Al Aqeel.

David Satterfield a ouvert la séance en confirmant que le président Trump avait décidé de maintenir une importante présence militaire américaine en Syrie, mal-

cipants a accueilli très positivement cette mise au point afin de « réaliser des progrès substantiels en Syrie durant l'année 2018 » et de « répondre à la propagande d'une victoire russe ».

Consolider le processus de Genève

Les États-Unis ont noté qu'ils ne participeraient plus aux réunions d'Astana, ayant réduit « leur participation à un niveau très bas, pour souligner leur engagement envers Genève »; en des termes définitifs, il est décidé de « tirer un trait conceptuel sur Astana (3) pour revenir à Genève », tout en reconnaissant que, « sur le terrain, ils n'avaient pas la capacité d'empêcher le régime de grignoter les poches restantes de l'opposition à Idlib et à l'est de la Ghouta ».

Le TD fait état de grands progrès « réalisés par l'opposition au cours

Bonnafont – a posé le problème d'une éventuelle participation de Bachar Al Assad à de futures élections. David Satterfield a répondu que « l'objectif était de créer les conditions et des institutions qui permettraient des élections qu'Assad ne pourrait pas gagner ». Il a précisé « qu'il n'y avait pas de raison « flagrante » pour empêcher Assad d'être candidat ». Dans ces conditions, il s'agissait surtout de tester les intentions de la Russie, notamment pour qu'elle arrive « à ce que le régime soit amené à discuter d'une nouvelle Constitution, d'élections libres sous le contrôle des Nations unies et de la création d'un environnement susceptible de favoriser ces deux processus ».

Saboter Sotchi

L'une des conclusions de cette première réunion du « petit groupe » est parfaitement claire: « Revigorer Genève pour que Sotchi devienne hors de propos », la France réclamant plus de « transparence sur la position russe ». Mais il s'agit encore de ne pas s'opposer « frontalement » à Sotchi, « présentant l'avantage de rassembler une part non négligeable de la société civile syrienne », pour en ramener les « apports les plus positifs à Genève ». Les Saoudiens ont mis en garde contre un « risque de fragmentation des différents groupes de l'opposition et demandé de l'aide afin de maintenir la cohésion de celle-ci ». Satterfield a rétorqué que leurs représentants devraient « s'engager davantage dans la recherche d'une solution politique, plutôt que de profiter de salaires mirifiques et de longs séjours dans des hôtels agréables ». La France a appuyé cette remarque en insistant sur « la communication ». »

Partition du pays, sabotage du processus de Sotchi (Russie), cadrage de la Turquie, instructions à l'ONU...

gré la victoire remportée contre l'« organisation État islamique » (Dacch), le coût de ce maintien étant fixé à 4 milliards de dollars annuels. Il a précisé que cette présence militaire américaine devait prévenir toute résurgence de Dacch, mais surtout empêcher les « Iraniens de s'installer durablement et de s'imposer dans la recherche d'une solution politique ». En troisième lieu, il a insisté sur le fait que la première réunion du « petit groupe » devait aussi apporter un « appui matériel et politique important à Staffan de Mistura pour consolider le processus de Genève ». L'ensemble des parti-

des derniers mois », en soulignant qu'elle « devra encore faire preuve d'une plus grande souplesse pour s'assurer que le régime (syrien) ne quitterait pas Genève ». Le texte ajoute que Washington rejette « l'hypothèse d'un gouvernement de transition, tel que le prévoit la résolution 2254 (du Conseil de sécurité des Nations unies) ». Il ajoute que, sans changer d'objectif final quant à la partition de la Syrie et au départ de Bachar Al Assad, il fallait d'abord « rester en mouvement », en procédant à « une manipulation prudente » de l'opposition.

Le représentant français – Jérôme

» À cet égard, le TD britannique dresse un commentaire très « perfide Albion » : « Malheureusement, la V^e République française n'a pas vocation à financer cet effort », les représentants britanniques rappelant « que la communication de l'opposition a été financée en premier lieu par... le Royaume-Uni ». Pour leur part, les Jordaniens ont qualifié la session du « petit groupe » de « réunion publique la plus secrète de tous les temps ». Et l'auteur du TD de conclure : « Nous devons, pour le moment, garder un groupe constitué uniquement des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Arabie saoudite et de la Jordanie. Les prochains à être invités devraient être l'Égypte et l'Allemagne (pour qui nous avons plaidé). »

Commentaires bellicistes

Les commentaires en conclusion de ce TD sont fort éloquentes en ce qui concerne l'avenir de la stratégie occidentale en Syrie. Les trois points essentiels soulignent « une vraie réaffirmation du leadership des États-Unis dans les coulisses »... La deuxième perspective consiste à « maintenir la pression sur la Russie, même si celle-ci ne parvient pas à convaincre Moscou de lâcher le régime comme nous l'espérons ». Sur ce plan, « nous devons continuer – ce que nous faisons déjà – à dénoncer l'horrible situation humanitaire, ainsi que la complexité russe dans la

Political support to the opposition

13. The Saudis said that whilst the newly formed opposition platform was working out well for now, there was still a risk of fragmentation among the various groups. They asked for support from other members in keeping the opposition together. Satterfield said that the opposition's main problem in Washington was that no-one was convinced that they were really committed to a political solution in Syria, as opposed to being committed to a salary and nice hotels. France agreed, and said that the opposition needed support to improve their communication efforts; unfortunately "the French Fifth Republic was not constructed to pay for such an endeavour". You politely reminded the French that the opposition already received ample

campagne de bombardements de cibles civiles ».

Voilà qui n'augure pas d'une prochaine sortie de crise en Syrie, dans un contexte marqué par quatre évolutions majeures :

1. Les États-Unis ont décidé de renforcer et de diversifier leur posture nucléaire. Le Pentagone vient d'annoncer qu'il va développer des armes nucléaires tactiques, minia-

depuis la fin de la guerre froide – », selon le secrétaire général Jens Stoltenberg, est proposée par les militaires américains. Elle vise à rendre l'Otan plus efficace en cas de crise de haute intensité. En clair, il s'agit de « mieux dissuader et de répondre aux nouvelles menaces venant de certains États, au premier rang desquels la Russie ».

3. Au lendemain de la destruction

La réponse en substance aux alertes saoudiennes sur le risque d'une division de l'opposition en Syrie: qu'elle étudie une solution politique au conflit au lieu de se prélasser dans des palaces...

Deuxième contingent de l'Otan, l'armée turque a dû accompagner le tournant conservateur et anti-occidental après le putsch raté de juillet 2016.

En définitive, le TD britannique reflète parfaitement la stratégie occidentale en Syrie: saboter les efforts de paix de Sotchi, ajouter deux nouvelles guerres à la crise syrienne – celle des Turcs contre les Kurdes et celles des Israéliens contre l'Iran et le Hezbollah libanais. « Les Américains n'ont jamais admis leur défaite militaire en Syrie et ne veulent pas lâcher le morceau et, surtout, leur objectif stratégique principal », commente un haut diplomate français, « celui d'un démantèlement de la Syrie, de type de celui qui a été conduit en Irak et en Libye. Leur volonté est d'armer les Kurdes pour contrôler les régions pétrolières de l'Est syrien afin de pouvoir peser sur la reconstruction politique et économique du pays ».

RICHARD LABÉVIERE

(1) La Russie a réuni, le 30 janvier dans la station balnéaire de Sotchi « tous les principaux acteurs régionaux et internationaux », y compris les Kurdes, malgré les réticences de la Turquie, à un congrès de paix pour la Syrie.
(2) Depuis novembre, des pourparlers de paix, parrainés par l'ONU, autour de la Syrie, se poursuivent à Genève.
(3) Six rounds de négociations ont eu lieu à Astana, capitale du Kurdistan, en 2016 et 2017, pour essayer de déboucher sur un processus de paix en Syrie. Ses principaux effets ont été de modifier l'équilibre des forces sur le terrain en faveur de la Russie et du régime de Bachar Al Assad.

« Créer les conditions et institutions qui permettraient des élections qu'Assad ne pourrait pas gagner. »

turisées. Réponse du président iranien, Hassan Rohani : « Comment quelqu'un peut-il parler de paix mondiale et en même temps annoncer qu'il développe de nouvelles armes nucléaires destinées à ses principaux ennemis ? »

2. Les ministres de la Défense de l'Otan se sont entendus, les 14 et 15 février derniers, à Bruxelles, sur les grandes lignes d'une nouvelle refonte des structures de commandement de l'Alliance atlantique. Cette « adaptation – la plus grande

d'un chasseur israélien dans l'espace aérien syrien, et alors que la police israélienne demande l'inculpation du premier ministre Benjamin Netanyahu pour corruption, Tel-Aviv accuse l'Iran de s'implanter en Syrie et menace de multiplier ses opérations militaires.

4. Enfin, le soutien militaire de Washington aux Kurdes de Syrie continue de provoquer l'ire d'Ankara. La crise de confiance est consommée et l'axe turco-américain est au bord de la rupture.



La conférence sur la sécurité, le 18 février à Munich, réunissait Turcs, Américains et Russes. Ce Davos de la défense né en pleine guerre froide est l'un des rares lieux de discussions entre acteurs qui s'affrontent sur le terrain syrien.

Comme l'illustre le télégramme diplomatique dévoilé par l'« HD », la stratégie des pays occidentaux en Syrie se résume à la prolongation sanglante d'un conflit qui a déjà fait plus de 350 000 morts. Et qui menace plus que jamais de dégénérer en déflagration mondiale.



Un convoi militaire turc au sud de la province d'Alep le 5 février dernier : Turcs, Iraniens, Russes ou encore Américains se disputent le leadership régional en territoire syrien.

De la « révolution » à la « guerre civile mondialisée »

« On va vers une guerre de cent ans », pronostiquait Robert Baer, ancien cadre et agent spécialiste de l'action clandestine de la CIA au Moyen-Orient, dès le mois de décembre 2011 (1). L'opinion publique occidentale vivait encore dans la narration d'un soulèvement pacifique écrasé par la dictature brutale d'un régime dictatorial, celui de Bachar Al Assad. Les chancelleries européennes et l'administration Obama oscillaient alors entre sanctions économiques et admonestations onusiennes, tout en agitant le spectre d'une intervention militaire calquée sur le modèle libyen. Comme pour la Jamahiriya libyenne du colonel Kadhafi, les services de renseignements à Londres, Paris et Washington n'ignoraient pourtant rien de la nature religieuse et sectaire des principaux mouvements engagés dans la chute de la junte syrienne, coupable en réalité non pas de ses atteintes aux droits de l'homme, mais de ses alliances diplomatiques, militaires et stratégiques avec la Russie, l'Iran et la Chine. Et comment imaginer que les monar-

chies, autant wahhabites qu'absolues, du Qatar et de l'Arabie saoudite puissent sincèrement soutenir une révolution démocratique à leurs portes ? Sans surprise, les puissances sunnites du Golfe financent les groupes armés les plus radicaux, tandis que la Turquie accueille sur

mans et al-Qaida en Irak sont les principales forces dirigeant l'insurrection en Syrie », une lutte armée soutenue par « l'Ouest, les pays du Golfe et la Turquie ». Peu importe que « l'insurrection en Syrie » prenne une direction « de plus en plus sectaire » appuyée par les « puissances sunnites tribales »

Les combats entre soldats appuyés par Moscou et Washington: le présage d'un choc entre les deux géants nucléaires ?

son sol les Frères musulmans (repeints en « modérés »), ainsi que les premiers cadres d'une Armée syrienne libre chapeautée par les services secrets d'Ankara.

DAMAS PRÊT À DÉPLOYER SES TROUPES À AFRIN

Dès le mois d'août 2012, dans le sillage d'une offensive de grande envergure des « rebelles » sur Alep et Damas, la DIA (Defense Intelligence Agency, l'agence de renseignement du Pentagone) rédige une note confidentielle estimant que « les salafistes, les Frères musul-

de la région, le document préconise la création de « zones de sécurité assurées par la communauté internationale, similaires à ce qui s'est établi en Libye à Benghazi, choisi pour abriter le centre du gouvernement temporaire ». La bataille d'Alep, remportée en décembre 2016 par l'armée syrienne, soutenue par les milices chiites et l'aviation russe, sonne le glas des ambitions territoriales de l'opposition syrienne. Entretemps, l'émergence de Daech, une organisation terroriste issue d'al-Qaida en Irak, a quelque peu mo-

déré le discours anti-Assad des chancelleries occidentales, sans pour autant modifier les objectifs fondamentaux de la coalition occidentale : saigner l'armée syrienne et ses alliés, encourager la balkanisation du territoire syrien sous couvert de « fédéralisme », et empêcher que l'Iran et la Russie ne transforment leur victoire militaire en triomphe diplomatique.

Une stratégie risquée, comme l'illustrent les affrontements survenus la semaine dernière à Deir Ez-Zor entre combattants appuyés par Moscou et Washington, qui pourrait dégénérer en confrontation directe entre les deux premières puissances nucléaires du globe. À l'heure où nous bouclions ces lignes, les Kurdes bombardés par la Turquie dans l'enclave d'Afrin annonçaient le déploiement imminent de l'armée syrienne afin de repousser l'offensive d'Ankara, ajoutant une ligne de brouillard supplémentaire au cœur de cette sale guerre civile mondialisée. ★

MARC DE MIRAMON

mdeiramon@humadimanche.fr

(1) Dans « la Libre Belgique » du 24 décembre 2011.